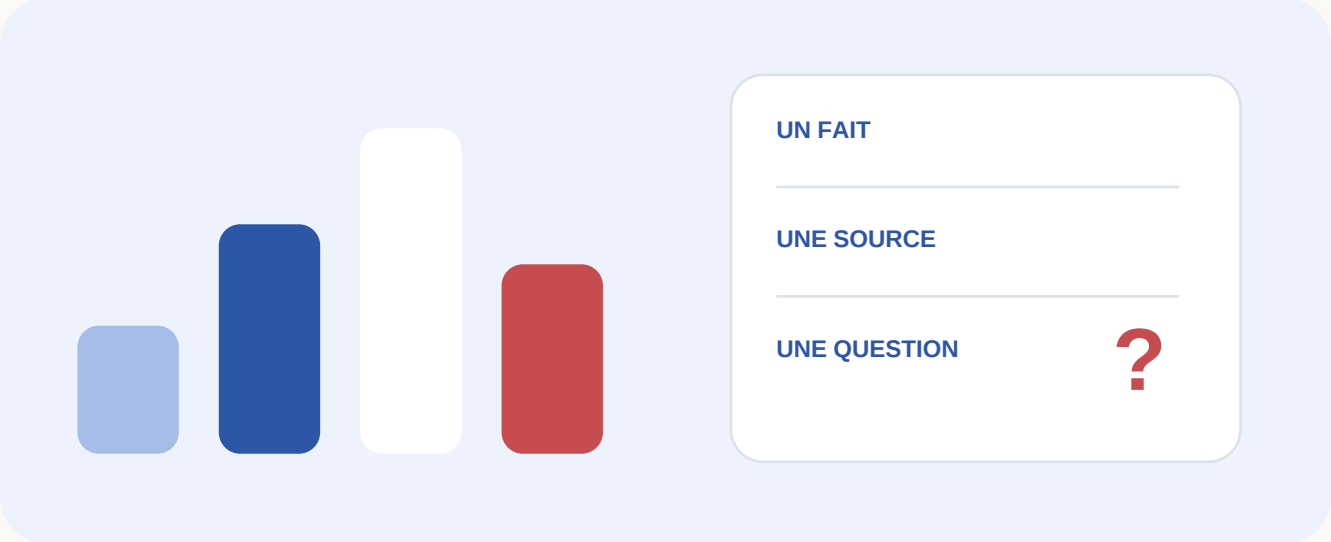
TranspaRép.

DOSSIER DE PRESSE

LA VIE PUBLIQUE, EN CLAIR

L’argent public. Des faits. Des questions utiles.

Comprendre les comptes de sa commune.
Retrouver les sources. Préparer le dialogue.



COMPRENDRE / VÉRIFIER / AGIR

Initiative privée éditée par SOFTIWEB, à Cambrai.
Édition du 24 octobre 2026. Produit en phase de test.

LE PROJET EN 30 SECONDES

Rendre le débat local plus documenté.

TranspaRép transforme une consultation de chiffres en un parcours : comprendre, vérifier, formuler une question et conserver les réponses.

Le point de départ

Les finances d'une commune sont publiques, mais leurs documents et leurs sources sont dispersés. Un montant isolé, sans périmètre ni historique, se prête facilement à une mauvaise interprétation.

La proposition

Une interface commune relie les comptes annuels, les publications disponibles et les questions du citoyen. Les montants restent rattachés à une source et à un millésime. Les informations absentes sont signalées, plutôt que reconstituées sans preuve.

CITOYENS

Comprendre et questionner

Lire le budget, préparer une demande précise, garder le fil des réponses.

JOURNALISTES

Explorer et vérifier

Identifier un angle, retrouver les sources, documenter les limites du résultat.

MAIRIES

Expliquer et dialoguer

Répondre dans un espace identifié, publier après validation du compte mairie.

Une plateforme privée, pas un label officiel.

Le logo tricolore ne constitue aucun agrément de l'État. La présence d'une donnée officielle ne signifie pas que son producteur approuve l'analyse.

LE PARCOURS CITOYEN

Du chiffre à la bonne question.

Un chemin conçu pour passer de la curiosité à une demande explicite, respectueuse et vérifiable.

1

Choisir sa commune

Le territoire et l'exercice restent visibles. Les pages partagent ce contexte pour éviter de comparer involontairement des communes ou des années différentes.

2

Lire les grands équilibres

Dépenses, dette, épargne, montant par habitant et répartition pour 100 € donnent plusieurs portes d'entrée. Les aides de lecture expliquent les agrégats.

3

Remonter aux sources

La source, l'année, la date de consultation et le périmètre permettent de vérifier le constat. Les marchés et subventions restent distincts des dépenses exécutées.

4

Préparer une question

Le dossier associe constat, raisons de demander une précision, destinataire et références. L'utilisateur relit et adapte la formulation avant de la transmettre.

5

Choisir sa démarche

Le citoyen peut préparer un échange en conseil municipal, un courrier, un PDF ou un e-mail. Préparer un document ne signifie pas l'envoyer automatiquement.

6

Conserver la réponse

La question, les notes et les justificatifs peuvent être suivis dans le dossier. Le statut renseigné par l'utilisateur ne vaut pas validation officielle de la réponse.

DISPONIBILITÉ DES DONNÉES

Ce que l’on voit.
Ce qui reste à documenter.

La couverture dépend du producteur, de la commune et de l’exercice. Un catalogue de sources ne signifie pas que toutes sont reliées à tous les territoires.

Comptes annuels OFGL / DGFiP	Grands agrégats et séries disponibles du budget principal. Les budgets annexes et l’intercommunalité ne sont pas automatiquement consolidés.
Marchés et financements DECP / DGCL	Marchés publiés et projets aidés repérés par les identifiants disponibles. Un montant attribué ou annoncé n’est pas un paiement constaté.
Économie du territoire INSEE / répertoires	Entreprises, établissements, créations et emploi selon les séries accessibles. Les populations statistiques et les millésimes peuvent différer.
Organismes et vie publique Répertoires officiels	Élus, entreprises, associations et publications utiles au rapprochement. L’homonymie et les périmètres imposent une vérification.
Documents et contrôle Collectivités / juridictions	Liens et publications repérés lorsqu’ils sont accessibles. Une référence de rapport n’équivaut pas à une lecture exhaustive de son contenu.

Limite centrale : TranspaRép ne dispose pas de toutes les factures, de chaque achat unitaire ou des rémunérations individuelles. Une absence de résultat n’est jamais assimilée à zéro.

MÉTHODE ET PRUDENCE

Un écart est un point de départ. Pas un verdict.

Le site vise la traçabilité des constats et la qualité des questions. Il ne délivre pas une note générale de bonne ou de mauvaise gestion.

1. Comparer un périmètre cohérent

Avant d'interpréter une différence, vérifier les compétences exercées, les budgets inclus, la population de référence, les investissements exceptionnels et les évolutions de nomenclature. Les données doivent porter sur des objets et des périodes comparables.

2. Replacer la commune dans son contexte

Une population proche ne suffit pas. Tourisme, saisonnalité, centralité, équipements, précarité, géographie, sous-traitance et transferts de compétences peuvent expliquer un écart. Le choix des communes de comparaison doit être explicité.

3. Distinguer faits, hypothèses et pièces manquantes

Une masse salariale plus élevée ne permet pas de conclure à « trop de fonctionnaires ». Il faut connaître les effectifs, les métiers, les services rendus, le recours à des prestataires et les conditions locales. De même, un lien entre personnes et organismes n'établit pas à lui seul un conflit d'intérêts.

4. Encadrer l'usage de l'IA

Les analyses expérimentales s'appuient sur des faits préparés par le serveur et des références identifiées. Elles suggèrent des angles et des questions. Le diagnostic territorial est exploratoire : il ne remplace pas un audit de terrain et doit signaler les informations manquantes.

La question à privilégier

« Quels éléments de contexte, services rendus et documents permettent d'expliquer cet écart avec les communes retenues pour la comparaison ? »

PAROLE DE CITOYEN

Un dialogue local, avec des rôles identifiables.

Les espaces de participation complètent la lecture des chiffres. Ils ne remplacent ni les démarches officielles, ni les règles du débat démocratique.

CITOYEN

Proposer, commenter, documenter

Un compte permet de participer. Les contributions citoyennes passent par une modération avant publication ; les échanges doivent rester respectueux et étayés.

MAIRIE VALIDÉE

Répondre, informer, consulter

Le choix « mairie » à l'inscription ne suffit pas : l'administrateur doit vérifier le compte avant l'accès aux fonctions de publication officielles.

Un statut officiel limité à ce qu'il atteste

Le statut mairie identifie un représentant habilité dans le service. Il ne garantit pas l'exactitude de chaque réponse. Une information publiée doit pouvoir être complétée, discutée et reliée à des pièces.

Des consultations à lire avec leurs limites

Les sondages et propositions de la mairie peuvent nourrir la discussion. Ils ne constituent pas des résultats représentatifs de toute la population, ni un scrutin institutionnel.

Une voie de signalement et de correction

Les utilisateurs peuvent contacter l'équipe pour signaler un contenu, une erreur ou une difficulté de modération. Pour une donnée contestée, préciser l'URL, la commune, le millésime et les éléments de correction.

Ouvrir le formulaire de contact

MODÈLE ET ÉTAT DU PRODUIT

Le socle public reste gratuit.

Le modèle préparé distingue l’accès à l’information publique des services de préparation, de sauvegarde et d’analyse avancée.

Aujourd’hui : une phase de test.

Les paiements sont en environnement de test. Les montants ci-dessous sont un barème envisagé, pas une offre de vente active.

100 crédits	400 crédits	1 500 crédits
9 €	29 €	89 €

Un coût annoncé avant chaque action

Le citoyen voit le coût et confirme le lancement. Le barème de test distingue la préparation d’un dossier (5 crédits), l’analyse IA (15 crédits) et le diagnostic territorial expérimental (15 crédits). Aucun abonnement à reconduction automatique n’est prévu dans ce modèle.

Une analyse conservée, datée et relisible

Relire un résultat enregistré ne consomme pas de nouveaux crédits. Une nouvelle version nécessite une nouvelle action explicitement confirmée. La date de réalisation et les références permettent de comprendre sur quelles données le résultat reposait.

Ce qui reste à faire avant les ventes réelles

Finaliser les conditions contractuelles et fiscales, désigner le médiateur compétent, confirmer les règles des crédits et valider le parcours de paiement réel. La couverture des sources et la qualité des analyses doivent continuer à être évaluées.

RESSOURCES POUR LES JOURNALISTES

Vérifier, illustrer, nous contacter.

Les liens ci-dessous donnent accès au produit et à ses principales familles de sources. Le détail des jeux réellement utilisés reste visible dans le site.

01 TranspaRép : produit, sources et couverture

02 OFGL : comptes des collectivités

03 DECP : données essentielles des marchés publics

04 DGCL : projets financés par les dotations

05 INSEE : données économiques locales SIDE

06 INSEE : emploi local, Flores

07 Répertoire national des élus

08 Recherche d'entreprises : documentation de l'API

Les producteurs conservent la responsabilité de leurs publications. Les liens et le périmètre présenté correspondent à l'édition du 24 octobre 2026. Certaines publications peuvent être révisées après cette date.

CONTACT PRESSE

contact@transparep.fr

Interview, démonstration, vérification d'une information : précisez votre média, votre sujet et votre échéance. Aucun délai de réponse garanti n'est annoncé.

Dossier PDF et logo officiel : transparep.fr/presse

Éditeur : SOFTIWEB (anciennement MEETYOUEVENT), SAS au capital de 5 000 €.
SIREN 838 708 196 - RCS Douai.
30 place Aristide Briand, résidence La Taverne, 59400 Cambrai.
Visuels : TranspaRép / SOFTIWEB. Utilisation éditoriale avec respect de la marque.